

Le Télégramme

Sill. « Il faut que ce soit réglé vite, sinon... »

Publié le 30 juillet 2016



« Je ne cherche plus ailleurs. Si ça bloque toujours la semaine prochaine, on avisera... », déclare Gilles Falc'hun, le P-DG de la Sill. « Je ne cherche plus ailleurs. Si ça bloque toujours la semaine prochaine, on avisera... », déclare Gilles Falc'hun, le P-DG de la Sill.

La situation se tend à Guipavas (29). Suite au recours gracieux déposé par des riverains contre le projet de la Sill, les salariés du groupe montent au créneau. Leur P-DG, lui, laisse entendre que le projet pourrait être abandonné en cas de maintien du recours.

« Il faut que ce soit réglé pour la semaine prochaine. Cette situation nous met en danger, on aurait déjà dû produire aujourd'hui... Sans compter que c'est épuisant moralement et physiquement. Y'en a ras-le-bol ». Joint, hier soir, au téléphone, c'est un Gilles Falc'hun manifestement touché qui commentait l'impasse dans laquelle se trouve, une nouvelle fois, son projet de construction d'usine de lait. Initialement pensé à Plouvien (29), puis à Milizac (29), il semblait enfin avoir enfin trouvé un chemin sans embûches le menant à Guipavas et sa zone industrielle de Lavallot, où l'entreprise Le Saint bâtit actuellement son nouveau siège. C'était avant le dépôt, début juillet, d'un recours gracieux, par des riverains s'inquiétant d'une éventuelle pollution du cours d'eau proche de la future usine, et de la circulation accrue de poids lourds.

« Sécuriser notre entreprise »

Le projet, estimé à 60 millions d'euros, vise à construire une tour de séchage de 45 mètres de haut, pour produire jusqu'à 18.000 tonnes de poudre de lait infantile par an, et permettrait la création de 70 emplois directs. « Ce n'est pas un caprice. Ça doit nous permettre d'absorber les volumes supplémentaires, d'aller vers des produits à meilleure valeur ajoutée que demandent les marchés et les places, et de sécuriser notre entreprise, car notre usine de Plouvien, ancienne, est fatiguée », argue Gilles Falc'hun. Face à cette nouvelle situation de blocage, l'entrepreneur appelle les riverains à sortir « de leur égoïsme, et à prendre conscience des enjeux, qui sont aussi ceux des producteurs de lait, de l'aménagement du territoire. Les études de Brest métropole et celles qu'a menées une entreprise indépendante (Calligee, de Nantes) pour nous montrent que le cours d'eau sera préservé. Leur recours n'est pas fondé ».

Pas de plan D

Si un groupe de salariés de la Sill a choisi de jouer la carte de l'humour, sur Facebook, en imaginant implanter la tour sur l'île Vierge, Gilles Falch'un refuse d'envisager un énième plan de repli. « C'est terminé, ça. Je ne cherche plus ailleurs. Si ça bloque toujours la semaine prochaine, on avisera... ». À Guipavas, la tension pourrait monter dans les prochains jours. Hier, des salariés de la Sill, « excédés », ont pris la parole, sur le site qui devait accueillir l'usine. « Ce recours injuste met des emplois en danger, peut avoir des conséquences sur l'avenir de l'entreprise », tempêtaient Anne Loaëc, secrétaire du CE, et Bruno Drezen, élu CFDT.

Les salariés mettent la pression

Les salariés ont fixé un ultimatum : « Le recours doit être retiré pour le milieu de la semaine prochaine. Si ce n'est pas le cas, on organisera des marches, avec barrages filtrants dans le quartier des opposants en fin de semaine. Et on appellera tous les salariés de la Sill, mais aussi les syndicats du bâtiment, des services et de l'agroalimentaire à se mobiliser ». Sollicités hier, les riverains n'ont pas souhaité réagir à ces propos, précisant juste qu'ils maintenaient « pour l'instant » leur recours, et devaient débattre de la situation ces prochains jours.